RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Avis voté à la séance plénière du 11 septembre 2019

Cohésion et transitions : agir autrement
Rapport annuel sur l'état de la France 2019

Déclaration du groupe des associations

Le groupe des associations tient avant tout à remercier les rapporteurs pour ce travail précieux et sérieux qui fait une fois de plus honneur à la mission confiée au CESE. C'est pourquoi le groupe a voté ce texte sans réserve.

Ce rapport rend compte d'une année qui fut politiquement et socialement particulièrement animée. Une année qui a vu les citoyens témoigner de leur inquiétude face à l'avenir et de l'inacceptable progression des inégalités dans tous les domaines, cela en dépit du bon niveau de protection sociale qui caractérise et structure notre pays. Comme les rapporteurs l'indiquent, « les Français ont un fort sentiment d'inégalité - qui contraste avec des inégalités de revenu relativement faibles ». Le groupe des associations partage le même constat : si le modèle social français, via la redistribution, a bien permis d'atténuer les inégalités économiques, le sentiment d'inégalité ne peut se résumer à cette seule dimension. Il se nourrit également des inégalités d'accès à l'éducation, à la santé, au logement, à la culture, mais aussi du manque de participation citoyenne. C'est cet ensemble qui mine la cohésion sociale, comme l'a d'ailleurs pointé l'avis du CESE, Éradiquer la grande pauvreté à l'horizon 2030, adopté en juin 2019. En outre comme vient de le rappeler le Collectif Alerte, « la baisse des APL, la désindexation des allocations logement et des prestations familiales, (…) la réforme de l'assurance chômage » risquent d'avoir un impact majeur sur la pauvreté.

Cette année aura aussi été animée par l'action des organisations représentées ici. Les partenaires sociaux et les mutuelles ont été au premier rang des discussions sur de nombreuses lois, comme par exemple celles relatives au travail, aux retraites ou à l'accès au soin. Les forces associatives se sont également mobilisées notamment sur la question de l'accueil des migrants, sur les sujets environnementaux, ou encore sur la loi relative au développement et à la solidarité internationale.

Chacun d'entre nous le sait, notre démocratie sociale est le résultat de débats, de mobilisations, d'oppositions et de compromis qui permettent de construire des avancées concrètes. Cela nous rappelle une évidence : aucune société ne peut devenir plus juste sans un engagement rigoureux et soutenu des corps intermédiaires, dans le cadre d'un réel dialogue civil.

Le dialogue civil : voilà bien deux mots qui résonnent particulièrement dans cette maison. Le CESE - avec les CESER bien sûr - est LA maison du dialogue civil. Une maison pour laquelle, sans être pessimistes, nous restons inquiets. Car si nous notons une expression politique souvent volontariste de la part des plus hautes autorités de la République renforcée par la venue demain, le 12 septembre, du Premier ministre pour une annonce sur un sujet hautement symbolique, il nous faut aussi malheureusement constater qu'elle est parfois contredite par les faits comme ce fut le cas dans le traitement fait aux ONG pour qu'elles puissent, comme la thématique et l'usage le voulaient, participer à leur place au G7.

C'est pourquoi le groupe des associations espère donc que les futurs RAEF n'auront pas à constater une diminution de l'intensité du dialogue civil dans notre pays. Reprenant à notre compte

les mots du Président de la République, nous formons le vœu que le CESE demeure le « trait d'union » entre la société civile organisée, les citoyens et les instances politiques.

Pour cela nous aurons besoin d'unir toutes les forces de nos groupes et toutes les forces des organisations qui les composent, ce qui nous impose de développer une attention particulière les uns envers les autres. Vous pouvez en tout cas compter sur les nôtres.